

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

10 JUILLET 2012

Proposition de résolution visant à imposer aux entreprises de production d'électronique, de téléphonie mobile et autres technologies de l'information et de communication distribuant sur le territoire belge à faire œuvre de plus de transparence dans leur politique d'approvisionnement en minerais et matériaux nécessaires à leurs productions

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
MME MATZ

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

10 JULI 2012

Voorstel van resolutie die ertoe strekt de producenten van elektronica, mobiele telefonie en andere informatie- en communicatietechnologieën die op Belgisch grondgebied leveren, te verplichten meer transparantie aan de dag te leggen in hun beleid inzake bevoorrading in mineralen en materialen die nodig zijn voor hun productie

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW MATZ

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Président/Voorzitter : Ludo Sannen.

Membres/Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Groote, Lieve Maes, Luc Sevenhans.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Peter Van Rompuj.
sp.a	Dalila Douffi, Ludo Sannen.
Open Vld	Alexander De Croo.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Dimitri Fourny.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Huub Broers, Piet De Bruyn, Liesbeth Homans, Danny Pieters, Karl Vanlouwe.
Philippe Mahoux, Christie Morreale, Fabienne Winckel, Olga Zrihen.
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans. Dirk Claes, Jan Durnez, Cindy Franssen.
Guy Swennen, Fauzaya Talhaoui.
Rik Daems, Bart Tommelein.
Yves Buysse, Filip Dewinter.
Marcel Cheron, Cécile Thibaut.
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-1475 - 2011/2012 :

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Zrihen et M. Laaouej.

N° 2 : Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-1475 - 2011/2012 :

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Zrihen en de heer Laaouej.

Nr. 2 : Amendementen.

I. INTRODUCTION

La proposition de résolution « visant à imposer aux entreprises de production d'électronique, de téléphonie mobile et autres technologies de l'information et de communication distribuant sur le territoire belge à faire œuvre de plus de transparence dans leur politique d'approvisionnement en minerais et matériaux nécessaires à leurs productions » a été déposée au Sénat le 9 février 2012 par Mme Zrihen et M. Laaouej (doc. Sénat, n° 5-1475/1).

La commission des Finances et des Affaires Économiques l'a examinée les 20 et 26 juin et les 3 et 10 juillet 2012. À la réunion du 26 juin, la discussion a eu lieu en présence du vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord, M. Vande Lanotte.

Lors de la réunion du 10 juillet 2012 une audition a été organisée avec :

- M. Feyaers, représentant du SPF Économie;
- M. Dargent, Counsellor du SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, et Mme de Bilderling, représentante du Vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères.

Suite à cette audition, des amendements consensuels déposés par les groupes politiques de la majorité ont été discutés et votés.

II. EXPOSÉ INTRODUCTIF PAR LES AUTEURS DE LA PROPOSITION DE RÉSOLUTION

La problématique de l'industrie de la téléphonie mobile et des autres TIC connaît aujourd'hui une croissance exponentielle puisque la moitié de l'humanité possède un téléphone portable et contribue par ce biais au financement de situations de guerre. Ce dossier s'inscrit dans une problématique plus large qui met en relief un certain nombre d'autres problèmes comme par exemple les déficits sociaux, les conditions dans lesquelles travaillent les personnes dans le secteur de la téléphonie mobile, la problématique de l'exploitation des personnes qui travaillent dans l'exploitation des minerais, l'empreinte écologique etc. C'est une série de problèmes d'ordres sociaux et environnementaux qui sont liés à cette problématique. Néanmoins, cette proposition de résolution se concentre sur le problème des minerais et des matériaux qui entrent dans la composition des TIC et qui sont issus de zones de conflit, ce que l'on appelle « les minerais du sang ».

I. INLEIDING

Het voorstel van resolutie die ertoe strekt de producenten van elektronica, mobiele telefonie en andere informatie- en communicatietechnologieën die op Belgisch grondgebied leveren, te verplichten meer transparantie aan de dag te leggen in hun beleid inzake bevoorrading in mineralen en materialen die nodig zijn voor hun producties (stuk Senaat, nr. 5-1475/1) is ingediend in de Senaat op 9 februari 2012 door mevrouw Zrihen en de heer Laaouej (stuk Senaat nr. 5-1475/1).

De Commissie voor Financiën en voor Economische Aangelegenheden heeft dit voorstel besproken op 20 en 26 juni, 3 en 10 juli 2012. Tijdens de vergadering van 26 juni was er een bespreking in aanwezigheid van de vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee, de heer Vande Lanotte.

Voor de vergadering van 10 juli 2012 was er een hoorzitting georganiseerd met :

- de heer Feyaers, vertegenwoordiger van de FOD Economie;
- de heer Dargent, Counsellor FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking en mevrouw de Bilderling, vertegenwoordiger van de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken.

Na deze hoorzitting zijn gezamenlijke amendementen van de fracties van de meerderheid ingediend en besproken en werd erover gestemd.

II. INLEIDENDE UITEENZETTING DOOR DE INDIENERS VAN HET VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De problematiek van de industrie van de mobiele telefoons en andere ICT neemt zienderogen toe in omvang, aangezien de helft van de mensheid intussen over een mobiele telefoon beschikt en op die manier dus bijdraagt aan de financiering van oorlogssituaties. Dit dossier is een onderdeel van een ruimere problematiek, die ook een andere reeks problemen zichtbaar maakt zoals de sociale tekortkomingen, de omstandigheden waarin bepaalde mensen in de sector van de mobiele telefonie moeten werken, de uitbuiting van de werknelmers in de mijnenexploitatie, de ecologische voetafdruk, enz. Er is een hele reeks van sociale en milieugebonden problemen die ook verband houden met deze problematiek. Dit voorstel van resolutie spits zich echter toe op het probleem van de erts en stoffen die worden gebruikt in de ICT en die afkomstig zijn van conflictzones, ook wel « *conflict minerals* » genoemd.

Il est souhaité dans ce texte que les entreprises qui s'approvisionnent dans ces zones puissent démontrer au public qu'elles disposent de procédures les empêchant d'être impliquées directement ou indirectement dans les graves atteintes aux Droits de l'Homme ou autres exactions qui sont perpétrées. La proposition de résolution contient une référence à la notion de diligence raisonnable. Les normes de diligence raisonnable ont été établies en 2010 sous l'égide de l'OCDE et elles visent à rompre les liens entre la production et l'acquisition de certains minéraux tels que l'étain, le tantalum, l'or, le tungstène et la violence armée dans laquelle les mines et certaines zones d'extraction sont insérées. Bien que les entreprises qui utilisent ces types de minéraux et de matériaux sont confrontées à des pressions croissantes pour se soumettre à une procédure de diligence raisonnable, peu d'entre elles s'y résolvent et s'y plient réellement. Pourtant, en s'y soumettant, ces entreprises contribueraient à instaurer dans les zones de conflit, un secteur minier profitable à la population locale. Il ne s'agit donc pas d'interdire le commerce existant, mais plutôt de s'assurer que ce dernier ne contribue pas à perpétuer la violence armée, les graves atteintes aux Droits de l'Homme et autres exactions. La proposition de résolution invite à ce que les entreprises de téléphonie mobile et autres TIC coopèrent afin d'influencer les fournisseurs avec lesquels elles traitent régulièrement dans une perspective de respect des Droits de l'Homme et de protection de l'environnement.

Le texte précise également, du moins en ce qui concerne les entreprises actives dans la production électronique et distribuant en Belgique, les mesures qu'elles prennent pour éviter que les minéraux qui entrent dans la composition de leurs produits ne proviennent de groupes armés maintenant une situation de conflit dans les zones d'extraction, favorisent et investissent dans la mise en œuvre d'un système de traçabilité par signature géologique dès lors que les lieux d'extraction ont chacun une empreinte géologique spécifique.

D'une manière plus générale, il importe donc de mettre en place un cadre législatif contraignant qui indique aux industriels concernés l'obligation d'utiliser des minéraux et autres matériaux en provenance de sources traditionnelles légales et non de contrebande issue de groupes armés et de faire preuve de d'avantage de transparence. Il s'agit avant tout d'un premier pas vers une action concertée qui doit s'étendre à la communauté internationale, couplée à une synergie entre les grandes entreprises technologiques signifiant leur volonté d'évoluer en la matière. C'est la raison pour laquelle l'intervenant a choisi le mode de la résolution, qui est un appel formulé au gouvernement pour se saisir du problème et pour à son tour le traiter et le plaider au niveau international.

In de tekst wordt gevraagd dat alle bedrijven die zich in deze zones bevoorradden aan het publiek moeten kunnen aantonen dat ze over procedures beschikken om te beletten dat ze rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken worden bij ernstige schendingen van de mensenrechten of andere gewelddadigheden die daar plaatsvinden. Het voorstel van resolutie verwijst ook naar het zorgvuldigheidsbeginsel. De zorgvuldigheidsnormen van de OESO werden in 2010 uitgewerkt en zijn bedoeld om de banden te doorbreken tussen de handel in tin, tantalium, goud, wolfram en het gewapend geweld dat bepaalde ontginningszones teistert. Hoewel de bedrijven die mineralen en metalen gebruiken steeds meer onder druk worden gezet om zich te onderwerpen aan een zorgvuldigheidsprocedure, zijn er maar weinige die er zich effectief naar schikken. Nogtans zouden de betrokken bedrijven, door deze maatregelen te treffen, ertoe bijdragen dat in conflictzones een mijnsector ontwikkeld wordt die ten goede komt aan de plaatselijke bevolking. Het is dus niet de bedoeling om de bestaande handel te verbieden, maar om er zich van te verzekeren dat die handel niet bijdraagt tot gewapend geweld, schendingen van de mensenrechten of andere vormen van misbruik. Het voorstel van resolutie nodigt de bedrijven die werkzaam zijn in de mobiele telefonie en andere informatie-en communicatietechnologieën (ICT) uit samen te werken om de leveranciers met wie zij regelmatig zaken doen, aan te sporen de mensenrechten te respecteren en het milieu te beschermen.

De tekst stelt ook dat ten minste de bedrijven die actief zijn in de productie van elektronica die in België verkocht wordt, ook de maatregelen zouden moeten preciseren die ze nemen om te voorkomen dat in hun producten materialen gebruikt worden afkomstig van gewapende groeperingen die zich schuldig maken aan slachtingen en andere gruweldaden, door te zorgen voor en te investeren in een systeem van traceerbaarheid via de geologische handtekening, aangezien de plaats van ontginning van de materialen een geologische afdruk achterlaat.

Algemener gesteld moet een dwingend wettelijk kader worden gecreëerd dat de betrokken industrieën verplicht om voor hun producten mineralen en andere materialen te gebruiken die afkomstig zijn uit wettelijke, traditionele bronnen, en geen sluwkaar van gewapende groeperingen en tevens te zorgen voor meer transparantie. Het gaat hier vooral om een eerste stap naar een gecoördineerde actie die moet worden uitgebreid tot de internationale gemeenschap, en gepaard gaan met een synergie tussen de grote technologiebedrijven die hun wil te kennen geven om te evolueren op dit gebied. Daarom heeft spreker gekozen voor een resolutie, die een vraag is aan de regering om zich over het probleem te bekommeren en dit ook aan te kaarten en te bepleiten op internationaal niveau.

La proposition de résolution fait référence à tout ce qui a pu être établi au niveau de l'OCDE, au niveau de l'Organisation Internationale du Travail et aussi au niveau des Nations unies. Le texte vise à ce que les compagnies de technologies de communication contrôlent mieux leurs chaînes d'approvisionnement, à ce qu'elles fournissent une déclaration énonçant que leurs produits contiennent oui ou non les minéraux incriminés, à ce que le gouvernement produise une liste des entreprises dont les produits contiennent des minéraux de conflit et crée également une carte des mines en opération dans les zones de conflit pour identifier les éventuels financements de conflits locaux, à ce que le gouvernement lance une campagne d'information et de sensibilisation auprès des consommateurs, à ce que le gouvernement soutienne les états extracteurs dans leur processus de démilitarisation du secteur minier en vue de réaffirmer leur autorité et leur administration et à ce que le gouvernement soutienne les initiatives visant à mettre en place les systèmes de certification et les mécanismes de traçabilité.

III. DISCUSSION

A. Discussion générale

M. Laaouej, co-auteur de la proposition de résolution, estime qu'il s'agit d'une proposition qui peut faire consensus, car il se demande qui peut vouloir que l'extraction de minéraux qui entre dans la composition d'éléments de technologie contribue au financement de la guerre. Il s'agit de saisir le gouvernement qui siège dans les organisations internationales et qui peut déjà prendre des mesures au niveau national notamment sur le plan de l'information et de la sensibilisation.

Madame Zrihen, co-auteur de la proposition de résolution, met en exergue quelques points importants de cette résolution, qui voudrait que l'on ait un regard attentif et surtout plus de transparence dans les politiques d'approvisionnement en minéraux et matériaux nécessaires à la production de téléphonie mobile et d'autres instruments de technologie de l'information et de la communication, en particulier sur le territoire belge. L'intervenante considère qu'une certaine opacité règne quant à l'origine des matériaux entrant dans la composition de ces appareils électroniques et le fait qu'aucune législation internationale n'interdit aux entreprises d'acheter des minéraux ou métaux provenant d'aires géopolitiques instables. Par conséquent, ce type de commerce a une option qui consiste, de manière directe ou indirecte, à favoriser ce genre de situations de conflit.

Il ne s'agit pas d'une procédure utopiste dans le sens où aux États-Unis un certain nombre de points ont déjà été largement avancés et que les demandes se réfèrent à la notion de «due diligence» qui a été

Het voorstel van resolutie verwijst naar alles wat is vastgelegd op het niveau van de OESO, van de Internationale Arbeidsorganisatie en van de Verenigde Naties. De tekst strekt ertoe dat bedrijven voor communicatietechnologieën hun bevoorradingkanalen beter controleren, dat zij een aangifte kunnen voorleggen waarin vermeld wordt of hun producten de bedoelde mineralen al dan niet bevatten, dat de regering een lijst opstelt van bedrijven waarvan de producten conflictmineralen bevatten en een kaart tekent van de operationele mijnen in de conflict-zones, een kaart die de mijnen identificeert die bijdragen tot de financiering van lokale conflicten, dat de regering een informatie-en sensibiliseringscampagne start bij de consumenten, dat de regering staten waar mineralen worden ontgonnen steunt bij de demilitarisering van de mijnsector teneinde hun gezag te bevestigen alsook dat van hun mijnadministratie en dat de regering initiatieven steunt die waarmakingssystemen en efficiënte traceerbaarheidsmechanismen willen invoeren.

III. BESPREKING

A. Algemene besprekking

De heer Laaouej, mede-indiener van het voorstel van resolutie, vindt dat het om een voorstel gaat dat een consensus kan meebrengen. Hij vraagt zich af wie er wil dat de mineralen die gebruikt worden voor het vervaardigen van technologische onderdelen, bijdragen tot de financiering van oorlogen. Het is de bedoeling de regering in te schakelen, die in internationale organisaties zit en die ook op nationaal niveau al maatregelen kan nemen, meer bepaald op het vlak van de informatie en de bewustmaking.

Mevrouw Zrihen, mede-indienster van het voorstel van resolutie, benadrukt enkele belangrijke punten van de resolutie, die wenst dat we oplettender en vooral transparanter omgaan met het beleid inzake bevoorrading in mineralen en grondstoffen voor de productie van mobiele telefoons en andere ICT-apparaten, in het bijzonder op Belgisch grondgebied. Spreekster vindt dat er weinig duidelijkheid is over de oorsprong van de materialen die gebruikt worden in deze elektronische toestellen en er is geen enkele internationale wet die bedrijven verbiedt om mineralen of metalen aan te kopen die afkomstig zijn van geopolitiek onstabiele gebieden. Deze vorm van handel kent dus een optie waarbij er direct of indirect wordt bijgedragen tot dit type van conflictsituaties.

Het gaat hier niet om een utopische procedure, aangezien men in de Verenigde Staten op een aantal punten al vrij ver staat en dat de aanvragen zich baseren op het principe van «due diligence» dat in

établie en 2010 sous l'égide de l'OCDE. Cette notion vise à rompre des liens, par exemple, entre la production et l'acquisition de certains minerais tels que l'étain, le tantale, l'or, le tungstène et la violence armée dans laquelle les mines et certaines zones d'extraction sont insérées.

L'idée se veut très pragmatique et ce qui est demandé est qu'il y ait une coopération afin d'influencer les fournisseurs en étant attentifs à une perspective de respect des droits de l'Homme et de l'environnement, de faire en sorte que l'on puisse localiser ces zones de conflits et les zones d'extraction, de favoriser la mise en œuvre d'un système de traçabilité par signature géologique dès que les lieux d'extraction sont identifiés. Il est tout à fait possible d'avoir une empreinte géologique et l'intervenant réfère au processus de Kimberley qui traite des « diamants du sang ».

Il est question d'une volonté de transparence, mais aussi que les consommateurs soient pleinement conscients des origines des produits qu'ils consomment. Cela se fait bien dans le cadre du commerce équitable des produits alimentaires ou des vêtements. Ces produits de nouvelle technologie qui sont de plus en plus présents dans la vie quotidienne doivent avoir le même traitement.

Monsieur Bellot est d'accord qu'au niveau des objectifs il serait positif de clarifier un certain nombre d'origines. Il se pose néanmoins des questions par rapport à l'aspect pratique. L'intervenant propose de demander au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères d'examiner la proposition de résolution et de lui demander comment on peut assurer une traçabilité des différentes substances concernées.

Madame Matz, rapporteuse, partage également les objectifs de la proposition de résolution. L'intervenant ne comprend pas bien pourquoi la proposition de résolution se limite aux producteurs électroniques et de téléphonie mobile. À côté de cela, il aurait pu être intéressant d'avoir cette proposition de résolution en Commission des Relations extérieures pour avoir un débat plus vaste sur la question. Il y a, par exemple, eu en 2003 une commission d'enquête parlementaire chargée d'enquêter sur l'exploitation et le commerce des richesses naturelles dans la région des Grands Lacs (voir rapport de MM. Colla et Dallemagne, doc. Sénat n° 2-942/1).

M. Van Rompuy déclare qu'il souscrit lui aussi aux objectifs de la proposition de résolution. Il souligne cependant que la réglementation qui a été adoptée aux États-Unis s'applique dans les cinquante États. La réglementation examinée ne devrait-elle pas relever de la compétence de l'Union européenne ? À cet égard, il serait intéressant de recueillir un avis qui examine

2010 door de OESO is ingevoerd. Dit principe bestaat erin de banden te doorbreken tussen de productie van en de handel in bepaalde metalen als tin, tantalium, goud, wolfram en het gewapend geweld dat bepaalde mijnen en ontginningszones teistert.

Het idee is zeer pragmatisch en er wordt gevraagd om de leveranciers aan te sporen de mensenrechten te respecteren en het milieu te beschermen, om ervoor te zorgen dat men de conflictzones en de ontginningsgebieden kan lokaliseren, en dat er een systeem wordt ontwikkeld voor traceerbaarheid via de geologische handtekening, zodra de ontginningsplaatsen geïdentificeerd zijn. Het is zeker mogelijk om die geologische handtekening te verkrijgen. Spreekster verwijst daarvoor naar het proces van Kimberley, dat bloeddiamanten traceert.

Er wordt gewag gemaakt van een wil tot transparantie, maar ook dat de consumenten zich ten volle bewust horen te zijn van de oorsprong van de producten die zij kopen. Dat gebeurt ook in het kader van de eerlijke handel van voedingsproducten of kleding. De producten van de nieuwe technologie, die steeds meer plaats opeisen in het dagelijkse leven, dienen op dezelfde manier behandeld te worden.

De heer Bellot is akkoord dat het wat doelstellingen betreft goed zou zijn een aantal plaatsen van oorsprong op te helderen. Hij heeft wel vragen bij de praktische kant. Spreker stelt voor om de vice-eerste-minister en minister van Buitenlandse Zaken te vragen het voorstel van resolutie te bekijken en om hem te vragen hoe de traceerbaarheid van de verschillende bedoelde stoffen kan worden tot stand gebracht.

Mevrouw Matz, rapporteur, staat ook achter de doelstellingen van de resolutie. Spreekster begrijpt niet goed waarom de resolutie zich beperkt tot de producenten van elektronica en mobiele telefonie. Daarnaast zou het ook interessant zijn om dit voorstel van resolutie te bespreken in de commissie voor de Buitenlandse Aangelegenheden, om de discussie over het onderwerp te verbreden. In 2003 is er bijvoorbeeld een parlementaire onderzoekscommissie geweest die belast was met het onderzoek naar de legale en illegale exploitatie van en de handel in natuurlijke rijkdommen in de regio van de Grote Meren (zie verslag van de heren Colla en Dallemagne, stuk Senaat, nr. 2-942/1).

De heer Van Rompuy verklaart zich ook te kunnen vinden in de doelstellingen van het voorstel van resolutie. Hij wijst wel op het feit dat de regelgeving die aangenomen werd in de Verenigde Staten wel geldt in de vijftig staten. Zou deze regelgeving niet tot de bevoegdheid van de Europese Unie behoren ? Het zou in dat opzicht interessant zijn om een advies te hebben

dans quelle mesure il pourrait y avoir des entraves à la libre circulation.

La proposition de résolution concerne effectivement une matière qui relève plutôt de la Commission des Relations extérieures. En tout cas, il serait certainement intéressant de mener un débat plus large qui prendrait en considération la problématique dans son ensemble.

Madame Zrihen explique que ce texte a une orientation extrêmement économique et qu'il y a une incidence directe au niveau du consommateur, c'est la raison pour laquelle que ce texte n'est pas traité en Commission des Relations extérieures.

En ce qui concerne la traçabilité, l'intervenante précise qu'il existe par exemple en Allemagne un dispositif important qui permet cette traçabilité et qui peut véritablement identifier l'origine. La volonté est de travailler sur des appareils de première proximité car il y a énormément d'appareils dans lesquels il y a des produits qui viennent de zones instables et de zones de conflit, mais il semble que la téléphonie mobile en est la première. La volonté est que le consommateur détermine ses choix par rapport à cela.

L'intervenante ne s'oppose pas à ce que ce texte soit traité en Commission des Relations extérieures, mais elle se demande si cela sera d'un grand apport car l'objectif est bien plus de mettre en place une information généralisée aux consommateurs et de mettre en place une législation comme celle du « fair trade », qui soit attentive au respect des lois éthiques. Il s'agit de ne pas alimenter les zones de conflit par nos demandes, mais également de rendre les comptoirs responsables de ce qu'ils font. L'intervenante rappelle également que le volet sur l'investissement socialement responsable se fait aussi en Commission des Finances et des Affaires économiques et pas seulement en Commission des Relations extérieures. Aux États-Unis aussi le travail s'est fait principalement sur le volet économique.

M. Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord, estime que bon nombre de pays sont conscients du fait que la problématique évoquée dans la proposition de résolution est importante. Vouloir éviter que des composantes de produits qui sont commercialisés dans notre pays ne proviennent pas de situations de guerre ou de situations inacceptables est un souci qui est partagé par beaucoup de pays, aussi bien dans l'Union européenne qu'ailleurs.

Il est clair que ce n'est pas parce que la proposition de résolution est approuvée qu'elle est applicable comme telle. Il faut tenir compte de l'existence d'autres partenaires et de la situation internationale. Le fait d'avoir une résolution peut être vu comme un signal que différents pays doivent s'occuper de la probléma-

dat nagaat in welke mate er belemmering van vrij verkeer zou kunnen optreden.

Het voorstel van resolutie betreft inderdaad een materie die meer thuis hoort in de Commissie Buitenlandse Betrekkingen en een breder debat die de hele problematiek in acht neemt, zou zeker interessant zijn.

Mevrouw Zrihen legt uit dat deze tekst een sterke economische dimensie heeft en rechtstreekse gevolgen heeft voor de consument. Daarom wordt de tekst niet besproken in de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

Wat de traceerbaarheid betreft, verduidelijkt spreekster dat er in Duitsland bijvoorbeeld een belangrijke bepaling is die deze traceerbaarheid mogelijk maakt en waarmee men daadwerkelijk de herkomst kan identificeren. Men wil zich vooral richten op elektronica uit de nabije omgeving; in heel wat toestellen zitten immers producten uit onstabiele en conflictgebieden, maar mobiele telefoons lijken daarbij koploper te zijn. Het is de bedoeling dat de consument op basis hiervan een keuze maakt.

Spreekster is er niet tegen gekant dat de tekst besproken wordt in de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, maar ze vraagt zich af of dit een meerwaarde is want de doelstelling reikt veel verder dan algemene informatie te verstrekken aan de consumenten en een wetgeving in te voeren zoals die met betrekking tot « fair trade » die aandacht heeft voor ethiek. Het is de bedoeling de problemen in conflictgebieden niet op te drijven door onze vraag en de filialen hun verantwoordelijkheid te laten opnemen voor wat zij doen. Spreekster herinnert er ook aan dat het deel over het sociaal verantwoord investeren ook behandeld wordt in de Commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden en niet alleen in de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen. In de Verenigde Staten werd ook hoofdzakelijk het economisch aspect besproken.

De heer Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee, meent dat heel wat landen zich bewust zijn van de ernst van de problematiek in het voorstel van resolutie. Heel wat landen willen, net als ons land, voorkomen dat de aangeboden productcomponenten uit oorlogsgebieden komen of een onaanvaardbare achtergrond hebben. Veel landen delen die bezorgdheid, zowel in Europa als daarbuiten.

Het is niet omdat dit voorstel van resolutie werd goedgekeurd, dat het daarom als dusdanig kan worden uitgevoerd. Zoveel is duidelijk. Men moet rekening houden met de overige partners en de internationale situatie. Een resolutie kan als signaal uitdragen dat verschillende landen aandacht moeten schenken aan

tique et qu'il faut discuter au niveau européen pour trouver un cadre international approprié. Le ministre pense que la préoccupation est importante et la résolution serait un signal fort, mais l'exécution demandera des instruments et des réglementations au niveau international car il serait impossible d'appliquer ceci comme pays isolé.

M. Van Rompuy estime qu'il serait intéressant de déposer des amendements visant à appeler le gouvernement à faire pression sur l'Union européenne.

Madame Zrihen est tout à fait d'accord qu'il s'agit de donner un signal fort qui demande aux autres états membres de rentrer dans une procédure similaire et que l'on reste attentif à la proposition également au niveau européen. Ce serait un amendement qu'elle pourrait accepter sans aucune difficulté.

Monsieur Bellot propose de demander au ministre des Affaires étrangères de venir expliquer à la commission quelles initiatives existent déjà dans cette matière.

Madame Zrihen explique que lorsqu'il s'agit d'autres investissements, une attention accrue est portée à la dimension éthique. Il serait dès lors bon de dire quelle est la volonté de la Belgique en la matière. Dans la Commission des Relations extérieures, la thématique des minéraux sera prochainement abordée plus largement.

Monsieur Bellot constate, au travers des différentes interventions, la dimension internationale de cette proposition. Il insiste pour qu'une audition puisse avoir lieu avec le ministre des Affaires étrangères ou quelqu'un de son administration pour avoir des explications sur les diverses dispositions internationales existantes. Il serait intéressant de pouvoir faire le point sur ce qui existe aujourd'hui et de savoir quels sont les projets pour l'avenir. Quelle est l'autorité qui, au niveau international, a la compétence suprême pour s'occuper de cette matière ? S'agit-il d'une réglementation ou d'intentions ? L'intervenant explique que beaucoup de produit électroniques sont sous-fabriqués dans les pays asiatiques et que l'on sait que dans certains de ces pays des métaux rares et précieux sont extraits dans des conditions abominables. La réutilisation des produits pose également beaucoup de problèmes. Il aimerait qu'une audition explique quelle est la place de la Belgique dans une réflexion plus large et quelle réglementation existe déjà.

Monsieur Laaouej fait référence à l'intervention de M. Vande Lanotte, vice-premier ministre et ministre de l'Economie, des Consommateurs et de la Mer du Nord. Le ministre attirait l'attention sur le fait qu'il s'agit d'une résolution et que l'on ne peut pas attendre de celle-ci qu'elle règle tout au plan technique, mais qu'elle demande au gouvernement d'aller plus loin

die problematiek en dat dit op Europees niveau moet worden besproken om een geschikt internationaal kader te vinden. De minister meent dat het een belangrijk probleem betreft en dat de resolutie een sterk signaal zou zijn, maar de uitvoering vergt internationale middelen en regelgevingen want dit kan onmogelijk aangepakt worden door een enkel land.

De heer Van Rompuy is van oordeel dat het interessant zou zijn om amendementen in te dienen die ertoe strekken de regering op te roepen druk te zetten op de Europese Unie.

Mevrouw Zrihen is het er volledig mee eens dat er een sterk signaal moet worden gegeven waarbij aan de overige lidstaten wordt gevraagd hierin mee te gaan en oog te hebben voor dit voorstel, ook op Europees niveau. Dit zou een amendement zijn dat zij zonder bezwaar kan aanvaarden.

De heer Bellot stelt voor om de minister van Buitenlandse Zaken in de commissie te horen over de reeds bestaande initiatieven.

Mevrouw Zrihen legt uit dat, wanneer het om andere investeringen gaat, er meer aandacht wordt besteed aan de ethische dimensie. Het zou bijgevolg goed zijn om duidelijk te maken wat het Belgisch standpunt is hierover. In de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen zal de ertsproblematiek binnenkort uitgebreider worden besproken.

De heer Bellot stelt vast, op basis van de verschillende betogen, dat dit voorstel een internationale dimensie heeft. Spreker dringt aan op een hoorzitting met de minister van Buitenlandse Zaken of met iemand van zijn departement om uitleg te krijgen over de verschillende bestaande internationale bepalingen. Het zou interessant zijn om een stand van zaken op te maken en de plannen voor de toekomst te kennen. Welke instelling heeft op internationaal niveau de hoogste bevoegdheid ter zake ? Gaat het om een regelgeving of om intenties ? Spreker legt uit dat veel elektronica in onderaanname wordt gemaakt in Aziatische landen en men weet dat in sommige van die landen zeldzame en kostbare materialen worden gewonnen in vreselijke omstandigheden. Het recycleren van die producten zorgt ook voor veel problemen. Spreker wil via een hoorzitting vernemen welke rol België vervult in een ruimere context en welke regelgeving reeds bestaat.

De heer Laaouej verwijst naar het betoog van de heer Vande Lanotte, vice-eersteminister en minister van Economie, Consumenten en Noordzee. De minister vestigde de aandacht op het feit dat het om een resolutie gaat en men niet kan verwachten dat ze alles technisch regelt, maar dat ze de regering verzoekt hier dieper op in te gaan. De regering kan dus doen wat ze

dans l'analyse. Le gouvernement pourra donc faire ce qu'il souhaite, qu'il s'agisse de porter le débat au niveau européen ou de se saisir de la question et de trouver les points d'équilibre entre les différents intérêts qui permettraient d'avancer dans ce dossier sensible. À partir du moment où le ministre n'a pas d'objection, l'intervenant s'interroge sur la nécessité d'encore avoir des auditions.

Mme Maes fait remarquer que le texte de la proposition de résolution ne fait pas référence aux travaux effectués en la matière sous la législature précédente. Elle aimeraient prendre connaissance du rapport de ces travaux. Les objectifs de la proposition sont louables, et l'intervenant estime que ce serait une bonne chose d'en savoir un peu plus grâce à une audition, car il s'agit d'une matière assez complexe.

M. Sannen se demande s'il est bien utile d'organiser une audition étant donné que les amendements déjà déposés semblent répondre aux observations émises et que le ministre n'a formulé aucune remarque.

M. Van Rompuy dit qu'il ne faut, selon lui, procéder à aucune audition. Dans l'hypothèse où les amendements de M. Sannen seraient retenus, il ne s'interrogerait plus que sur le point 1 du dispositif. La Commission des Relations extérieures a également été saisie de propositions de résolution portant sur cette matière, qui n'ont pas encore été commentées par le ministre et qui devraient être examinées après l'été. L'intervenant est disposé à poursuivre les travaux sur la proposition à l'examen si on y insère un appel aux institutions européennes. Il est clair que la problématique relève du niveau européen, car il existe une résolution du Parlement européen appelant à prendre certaines initiatives. Une audition ne semble donc pas vraiment nécessaire.

Monsieur Bellot ne demande pas plusieurs séances d'auditions qui prendraient beaucoup de temps. Il demande seulement que quelqu'un vienne expliquer la praticabilité de cette proposition de résolution pour éviter que cette résolution ne contienne que de bonnes intentions, mais aucun aspect pratique.

Monsieur Laaouej ne veut pas s'opposer à la tenue de cette audition, mais aimeraient alors que cela puisse être organisé dans un délai bref.

Monsieur Bellot aimeraient savoir qui, au niveau du gouvernement, est en charge des contacts avec la Commission européenne, avec l'OCDE etc. pour traiter de ces matières. Il souhaiterait que le département en charge vienne expliquer quel est la situation au niveau international et ce qui est prévu à l'avenir. L'intervenant partage les objectifs de la proposition de résolution, mais a des questions à poser sur la praticabilité.

wil; ze kan het debat naar het Europees niveau tillen of de problematiek zelf aanpakken en een evenwicht proberen te vinden tussen de verschillende belangen om vooruitgang te maken in dit gevoelige dossier. Als de minister geen bezwaren heeft, waarom moeten er dan nog hoorzittingen worden gehouden ?

Mevrouw Maes merkt op dat er in de tekst van het voorstel van resolutie niet wordt verwezen naar de werkzaamheden over deze problematiek tijdens de vorige legislatuur. Ze zou graag kennisnemen van het verslag van deze werkzaamheden. De doelstellingen van het voorstel zijn lovenswaardig en spreekster zou het positief vinden om wat meer informatie te verkrijgen aan de hand van een hoorzitting, aangezien het een vrij ingewikkelde materie betreft.

De heer Sannen vraagt zich af of het zinvol is om een hoorzitting te houden, aangezien de reeds ingediende amendementen aan de bemerkingen lijken te beantwoorden en de minister geen opmerkingen heeft gemaakt.

De heer Van Rompuy legt uit dat voor hem geen hoorzitting moet worden gehouden. Indien de amendementen van de heer Sannen worden weerhouden, stelt hij zich enkel nog vragen bij punt 1 van het dispositief. Over die materie bestaan er ook resoluties in de Commissie Buitenlandse Betrekkingen waar de minister nog op moet reageren en waarvoor de besprekking na de zomer wordt verwacht. Spreker is bereid verder te werken aan dit voorstel indien er een oproep aan de Europese instellingen wordt ingevoerd. De status van deze problematiek is duidelijk op Europees vlak want er bestaat een resolutie van het Europees Parlement die vraagt om initiatieven te nemen. Een hoorzitting lijkt dus niet echt nodig.

De heer Bellot vraagt geen verschillende hoorzittingen die veel tijd in beslag nemen. Hij vraagt alleen dat er iemand de haalbaarheid van dit voorstel van resolutie zou komen toelichten om te voorkomen dat deze resolutie enkel goede bedoelingen bevat, maar de praktische kant van de zaak ongemoeid laat.

De heer Laaouej wil zich niet verzetten tegen deze hoorzitting, maar zou dan wel willen dat die binnen een korte termijn kan worden georganiseerd.

De heer Bellot zou willen weten wie er binnen de regering verantwoordelijk is voor de contacten met de Europese Commissie, met de OESO, enz. om deze aangelegenheden te behandelen. Hij zou willen dat het bevoegde departement komt uitleggen wat de situatie op internationaal niveau is en wat er voor de toekomst is gepland. Spreker deelt de doelstellingen van het voorstel van resolutie, maar heeft vragen bij de haalbaarheid ervan.

Monsieur Laaouej fait référence au « processus de Kimberley » en place pour le diamant qui a déjà démontré son bon fonctionnement. À côté de cela, il attire l'attention sur le fait qu'il y a beaucoup de choses dont on a pensé qu'elles étaient impossibles, mais qui ont pu être réalisées grâce à divers progrès techniques et scientifiques. La proposition de résolution se tourne vers le gouvernement qui est mieux aux faits de l'ensemble des processus mobilisables au plan technique. Ce sera au gouvernement, avec les partenaires européens, d'avancer vers la praticabilité et vers des processus politiques.

La commission décide d'organiser prochainement l'audition demandée.

B. Audition

Madame de Bilderling, représentante du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, explique qu'il s'agit d'une thématique qui est suivie de près au SPF Affaires étrangères. L'intervenante insiste pour que la Belgique s'inscrive dans une démarche d'avantage européenne, car une initiative limitée au niveau belge aurait très peu d'impact. L'initiative américaine concernant cette thématique n'a d'ailleurs pas eu d'effets positifs à ce stade, bien au contraire. On a pu remarquer que cette initiative a eu comme conséquence que l'achat de ces mêmes minéraux se fait par des acheteurs moins regardants et à un prix inférieur.

Monsieur Dargent, *Counsellor Economic Issues* au SPF Affaires étrangères, rappelle que la Belgique a été très active sur la problématique des minéraux de conflit. La Belgique a d'ailleurs été un état moteur dans la mise en œuvre du processus de Kimberley, elle est également impliquée dans le suivi des principes directeurs de l'OCDE, ainsi que dans la stabilisation de la République démocratique du Congo et la Belgique soutient également le processus de la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs qui met en place des systèmes de contrôle et de certification. Il existe, au niveau du SPF Affaires étrangères, la *Task Force Mireca*. C'est une plateforme qui existe depuis 2006 et qui rassemble les acteurs intéressés par le secteur minier en République démocratique du Congo et qui collabore avec le département géologie du Musée de Tervuren qui est actif sur le terrain.

La Belgique préside, au niveau des Nations unies, le groupe des Amis des Ressources naturelles qui plaide pour plus de transparence dans la gestion des ressources naturelles et une résolution de ce groupe devrait être adoptée en novembre 2012. C'est un élément important car le multilatéralisme est remplacé au cœur de la problématique.

De heer Laaouej verwijst naar het « Kimberley-proces » dat bestaat voor diamant en dat reeds heeft bewezen goed te werken. Daarnaast vestigt hij de aandacht op het feit dat er heel wat zaken zijn waarvan men dacht dat ze onmogelijk waren, maar die verwezenlijkt konden worden dankzij diverse vormen van technische en wetenschappelijke vooruitgang. Het voorstel van resolutie richt zich tot de regering, die goed op de hoogte is van alle processen die op technisch vlak kunnen worden ingezet. Het is de taak van de regering om samen met de Europese partners te evolueren naar haalbaarheid en politieke processen tot stand te brengen.

De commissie beslist om op korte termijn de gevraagde hoorzitting te organiseren.

B. Hoorzitting

Mevrouw de Bilderling, vertegenwoordigster van de vice-eersteminister en minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken, legt uit dat dit thema van dichtbij door de FOD Buitenlandse Zaken wordt gevolgd. Spreekster dringt erop aan dat België aansluiting zoekt bij een meer Europees initiatief, omdat een initiatief dat zich tot België beperkt een zeer geringe impact zou hebben. Overigens heeft het Amerikaanse initiatief over dit thema in dit stadium weinig positieve gevolgen gehad, wel integendeel. Het gevolg van dat initiatief was dat diezelfde mineralen door minder nauw kijkende kopers worden aangekocht, tegen een lagere prijs.

De heer Dargent, *Counsellor Economic Issues* bij de FOD Buitenlandse Zaken, herinnert eraan dat België heel actief is geweest inzake de problematiek van de conflictmineralen. België is overigens een gidsland geweest voor de tenuitvoerlegging van het Kimberley-proces en is ook betrokken bij de follow-up van de richtinggevende beginselen van de OESO, alsook bij de stabilisering van de Democratische Republiek Congo. België steunt tevens het proces van de Internationale Conferentie over het Gebied van de Grote Meren, dat systemen voor controle en certificatie instelt. Er is de *Task Force Mireca* bij de FOD Buitenlandse Zaken. Dat is een platform dat sinds 2006 bestaat, dat belanghebbenden van de mijnsector in de Democratische Republiek Congo verenigt en dat samenwerkt met het departement geologie van het Museum van Tervuren, dat in het veld aanwezig is.

Bij de Verenigde Naties is België voorzitter van de groep van de Vrienden van de natuurlijke rijkdommen, die voor meer transparantie pleit in het beheer van de natuurlijke rijkdommen. Een resolutie van die groep zal vermoedelijk in november 2012 worden goedgekeurd. Dat is een belangrijk gegeven, omdat het multilateralisme weer centraal komt te staan in de problematiek.

L'intervenant confirme que l'approvisionnement par l'industrie de minerais à l'origine douteuse est un fait. C'est le résultat de l'exploitation de l'homme par l'homme et il est important de tenter de mettre un frein à ce fléau. De nombreuses initiatives sont prises, mais la voie de la régulation est particulièrement séduisante car elle vise à toucher indirectement les responsables de cette exploitation et à mettre fin à la triade malheureuse : conflit, enrichissement illicite et exploitation. La loi américaine Dodd-Frank, dans ses sections 1502 et 1504, a choisi cette voie, mais elle n'a jusqu'à présent pas abouti aux effets escomptés. Il est encore trop tôt pour faire l'évaluation de cette loi et il faudra voir quels sont les résultats sur le long terme. Son plus grand mérite sera sans doute d'amener l'industrie à prendre les devants et à s'autoréguler.

En pratique, il est souvent difficile pour les sociétés de complètement contrôler leur chaîne de fournisseurs à cause du nombre de produits et de fournisseurs, mais aussi parce que les fournisseurs ne sont souvent que des intermédiaires. Ce n'est cependant pas une raison pour renoncer à toute voie régulatrice et une pression continue pour plus de transparence de la part des acteurs impliqués reste nécessaire et utile.

L'adoption d'une législation de manière isolée par la Belgique risque d'avoir très peu d'impact. L'important serait de s'orienter vers une législation européenne qui aille dans le même sens que la loi américaine Dodd-Frank. Il faut néanmoins rester réaliste car nous sommes confrontés à des marchés émergents en Asie et ailleurs qui ont des sensibilités différentes.

Il est surtout important de travailler avec les États d'extraction et le problème en République démocratique du Congo, par exemple, est justement l'absence d'État. Les systèmes de certification sont très beaux sur papier, mais une fois en pratique les choses ne sont pas toujours aussi évidentes. Il est important d'encourager ces initiatives, mais il faut également se rendre compte que la certification rigoureuse et sans aucune fraude est illusoire dans la situation actuelle.

En ce qui concerne la sensibilisation du consommateur, il ne faut pas oublier qu'en Asie ou par exemple au Brésil, les consommateurs n'ont probablement pas la même sensibilité qu'en Europe. Ils veulent profiter pleinement de leur nouvelle richesse et se soucient moins de la manière dont sont produits les biens de consommation.

M. Feyaers, représentant du SPF Economie, explique qu'au niveau économique il est important de mettre en valeur l'union avec les pays européens, ainsi que les autres initiatives tant au niveau de l'OCDE que d'autres organisations internationales. La thématique de la proposition de résolution est largement discutée depuis de nombreuses années dans différents cénacles

Spreker bevestigt dat de bevoorrading van de industrie met mineralen van dubieuze afkomst een feit is. Dat is het resultaat van de uitbuiting van de mens door de mens en het is belangrijk dat die plaag wordt afgeremd. Er worden heel wat initiatieven genomen, maar de weg van de regulering is heel aantrekkelijk omdat hij strekt om de daders van die uitbuiting onrechtstreeks te treffen en een einde te maken aan het ellendige drietal : conflict, onwettige verrijking en uitbuiting. De Amerikaanse Dodd-Frank-wet heeft in zijn secties 1502 en 1504 voor die weg gekozen, maar heeft tot dusver niet het verhoopte resultaat opgeleverd. Het is nog te vroeg om die wet te evalueren en men moet nog zien wat de resultaten ervan op lange termijn zullen zijn. De grootste verdienste ervan wordt misschien dat hij de industrie ertoe aanzet sneller te zijn en zichzelf te reguleren.

In de praktijk is het vaak moeilijk voor de ondernemingen om hun leveranciersketen volledig te controleren, wegens het aantal producten en leveranciers, maar ook omdat de leveranciers vaak slechts tussenpersonen zijn. Dat is echter geen reden om af te zien van elke regulering en voortdurende druk voor meer transparantie van de actoren blijft noodzakelijk en nuttig.

Het aannemen van een wetgeving alleen voor België dreigt heel weinig impact te hebben. Het kan belangrijk zijn te kiezen voor een Europese wetgeving die dezelfde richting uitgaat als de Amerikaanse Dodd-Frank-wet. Men moet echter realistisch blijven, want we hebben te maken met opkomende markten in Azië en elders met andere gevoeligheden.

Het is vooral belangrijk dat men werkt met de landen waar de mineralen gewonnen worden. Het probleem in de Democratische Republiek Congo bijvoorbeeld, is precies de afwezigheid van de staat. De certificatiesystemen zijn prachtig op papier, maar in de praktijk is het niet altijd zo eenvoudig. Het is belangrijk dat die initiatieven worden aangemoedigd, maar men moet er zich ook rekenschap van geven dat nauwgezette certificatie zonder enige fraude in de huidige situatie een illusie is.

Wat de bewustmaking van de consument betreft, mag men niet vergeten dat de consumenten in Azië of bijvoorbeeld in Brazilië waarschijnlijk niet dezelfde gevoelheid hebben als in Europa. Ze willen voluit van hun nieuwe rijkdom genieten en maken zich minder zorgen om de wijze waarop consumptiegoederen worden geproduceerd.

De heer Feyaers, vertegenwoordiger van de FOD Economie, legt uit dat het economisch gezien belangrijk is de nadruk te leggen op de eendracht met de Europese landen, alsook op andere initiatieven, zowel bij de OESO als bij andere internationale organisaties. Het thema van het voorstel van resolutie wordt al jarenlang uitgebreid besproken op diverse internatio-

internationaux. L'intervenant insiste sur l'importance des travaux qui sont fait au niveau de l'OCDE.

Néanmoins, la problématique des matières premières est peut-être plus large que seulement la question des minéraux du sang. Il est extrêmement important pour les pays européens d'avoir un approvisionnement régulier en matières premières et c'est pour cela qu'il est essentiel de pouvoir en discuter au niveau international dans des organisations comme l'OCDE ou l'OMC. Pour avoir des conditions de concurrence égales, il faut pouvoir valoriser les travaux qui se font au niveau international.

L'Union européenne a mis en place sa propre initiative en ce qui concerne les matières premières et elle a étendu son approche dans le cadre d'une discussion avec les pays producteurs, car il faut essayer de solutionner les problèmes le plus proche possible de la source. L'Union européenne s'est avérée particulièrement active dans ce domaine et l'intervenant pense que c'est à ce niveau qu'il faut mettre l'accent.

Au niveau belge, toute action qui irait plus loin qu'un encouragement et un soutien aux initiatives internationales risque d'avoir très peu d'impact. Cela pourrait même avoir une incidence négative. Il n'y a, en Belgique, pratiquement plus de producteurs de téléphones mobiles, d'ordinateurs ou d'autres instruments de haute technologie. À côté de cela, il faut se rendre compte que la chaîne du producteur au consommateur est une chaîne très longue et qu'une partie importante de cette chaîne se trouve en dehors du territoire belge ou européen. L'intervenant plaide dès lors pour une approche essentiellement basée sur une approche internationale.

Madame Zrihen est heureuse d'entendre qu'il s'agit d'une thématique qui est déjà discutée à plusieurs niveaux. Cette thématique a un impact commercial important et une autorégulation du secteur est fondamentale. La proposition de résolution peut être un signal fort et pourrait permettre d'arriver à une expertise en la matière et en même temps de savoir que la voie de la régularisation dans le secteur est une voie qu'il faut entamer parce qu'elle permettra de garantir des marchés plus réguliers et plus sains avec une volonté d'éthique.

Monsieur Miller pense qu'une résolution est un signal fort concernant cette thématique et que cela aura un impact sur la politique menée par le gouvernement en la matière. L'intervenant aimerait connaître l'avis de la représentante du ministre sur les différents amendements déposés.

Madame de Bilderling, représentante du vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes, explique que les amendements introduits par M. Sannen et consorts vont dans le bon sens puisqu'ils

nale fora. Spreker beklemtoont het belang van de werkzaamheden bij de OESO.

Maar misschien is de problematiek van de grondstoffen ruimer dan alleen maar de bloedmineralen. Voor de Europese landen is het uiterst belangrijk dat ze een regelmatige bevoorrading in grondstoffen hebben en daarom is het essentieel dat er op internationaal niveau over kan worden gesproken in organisaties zoals de OESO en de Wereldhandelsorganisatie. Om gelijke concurrentievoorwaarden te hebben, moet men de werkzaamheden die op internationaal niveau plaatsvinden, kunnen laten renderen.

De Europese Unie heeft een eigen initiatief voor grondstoffen genomen en heeft haar aanpak uitgebreid met een debat met de producerende landen, omdat men moet proberen de problemen zo dicht mogelijk bij de bron op te lossen. De Europese Unie heeft zich bijzonder actief getoond op dat gebied en spreker denkt dat daar de nadruk op moet worden gelegd.

Elke actie op Belgisch niveau die verder gaat dan het aanmoedigen en steunen van internationale initiatieven dreigt zeer weinig impact te hebben. Het kan zelfs negatieve gevolgen hebben. Er zijn in België nog en geen producenten van mobiele telefoons, computers of andere spitstechnologische instrumenten meer. Daarnaast moet men er zich rekenschap van geven dat de keten van producent tot consument een zeer lange keten is en dat een deel van die keten zich buiten het Belgische of Europese grondgebied bevindt. Spreker pleit bijgevolg voor een aanpak die hoofdzakelijk internationaal is.

Mevrouw Zrihen hoort graag dat het om een thema gaat waarover reeds op verscheidene niveaus gedebatteerd wordt. Dat thema heeft een belangrijke commerciële impact en zelfregulering van de sector is van fundamenteel belang. Het voorstel van resolutie kan een krachtig signaal zijn en kan de verwerving van deskundigheid ter zake mogelijk maken, alsook de wetenschap dat de regularisering van de sector moet worden aangevat omdat aldus meer reguliere en gezondere markten, waarin naar ethiek wordt gestreefd, tot stand kunnen worden gebracht.

De heer Miller denkt dat een resolutie een krachtig signaal is rond dat thema en dat het invloed zal hebben op het regeringsbeleid ter zake. Spreker wil graag de mening van de vertegenwoordigster van de minister kennen over de diverse amendementen.

Mevrouw de Bilderling, vertegenwoordigster van de vice-eersteminister, minister van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Europese Zaken, legt uit dat de amendementen van de heer Sannen c.s. de goede kant opgaan, omdat ze strekken om de resolutie

envisagent d'avantage d'orienter la résolution vers une collaboration avec les institutions européennes pour obtenir les objectifs définis.

C. Discussion des amendements

Considérants

Points N à Q (nouveaux)

M. Sannen et consorts déposent les amendements n°s 1 à 4 (doc. Sénat, n° 5-1475/2) visant à insérer des considérants. Il est fait référence aux normes de l'OCDE élaborées en 2010, également mentionnées dans les développements. Ces normes non contraintes sont appliquées volontairement par plusieurs entreprises mais constituent une ligne directrice. Il est aussi fait référence à des propositions de directives européennes relatives à la publication de paiements effectués à des autorités, ainsi qu'à deux résolutions du Parlement européen dans lesquelles celui-ci exprime son approbation à l'égard de la législation américaine mentionnée. Enfin, il est fait référence aux CTC (*Certification Trading Chains*) en tant que système de certification spécifique qui peut mettre en évidence l'origine des minerais provenant de zones de conflit. Ces amendements précisent l'importance du contexte international dans le cadre de la problématique qui nous occupe.

M. Van Rompuy dépose les amendements n°s 7 et 8 (doc. Sénat, n° 5-1475/2) et les commente. L'amendement n° 7 insère un considérant qui comprend une référence à la résolution du 13 septembre 2011 du Parlement européen. L'amendement n° 8 confirme que la Belgique est déjà très active en la matière, comme par exemple dans le Processus de Kimberley pour le commerce de diamants.

Dispositif

M. Van Rompuy dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-1475/2) visant à remplacer le dispositif de la proposition de résolution par huit nouveaux points.

L'amendement n° 9 est particulièrement important parce qu'il demande au gouvernement d'insister auprès des instances européennes compétentes pour qu'elles prennent des mesures en la matière. L'on évite de cette manière que la Belgique ne joue « cavalier seul » vu qu'en tant que petit pays elle n'a pas suffisamment d'influence pour faire bouger les grandes entreprises. L'amendement reprend l'ensemble du dispositif en y ajoutant plusieurs petites modifications.

M. Van Rompuy estime de toute façon que le mot « principal » doit être supprimé au point 5 du

meer te oriënteren naar samenwerking met de Europese instellingen om de doelstellingen te bereiken.

C. Besprekking van de amendementen

Considerans

Punten N tot Q (nieuw)

De heer Sannen c.s. dient amendementen nrs. 1 tot 4 in (stuk Senaat, nr. 5-1475/2) die ertoe strekken punten toe te voegen aan de considerans. Er wordt verwezen naar de OESO-richtlijn uit 2010 waarnaar in de toelichting ook verwezen wordt. Deze richtlijn wordt vrijwillig gevolgd door meerdere bedrijven en is niet bindend, maar vormt een richtsnoer. Daarnaast wordt eveneens verwezen naar voorstellen van Europese richtlijnen die betrekking hebben aan overheden zullen openbaren bij goedkeuring, alsook twee resoluties van het Europees Parlement waarin het zijn goedkeuring uitdrukt inzake de geciteerde Amerikaanse wetgeving. CTC's (*Certification Trading Chains*) worden ten slotte aangehaald als specifiek certificeringssysteem dat de herkomst van mineralen uit conflictgebieden duidelijk kan maken. Deze amendementen verduidelijken het belang van de internationale context in deze problematiek.

De heer Van Rompuy dient amendementen nrs. 7 en 8 in (stuk Senaat, nr. 5-1475/2) en licht ze vervolgens toe. Amendement nr. 7 voegt een punt toe aan de considerans, dat een verwijzing inhoudt naar de resolutie van het Europees Parlement van 13 september 2011. Amendement nr. 8 bevestigt dat België al zeer actief is in deze aangelegenheid, zoals bijvoorbeeld in het Kimberley-proces voor de diamanthandel.

Dispositief

De heer Van Rompuy dient amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 5-1475/2) dat ertoe strekt het dispositief van het voorstel van resolutie te vervangen door acht nieuwe punten.

Amendement nr. 9 is bijzonder belangrijk want het voegt de vraag in aan de regering om bij de bevoegde Europese instanties over deze materie aan te dringen. Op deze manier wordt vermeden dat België « cavalier seul » zou spelen, aangezien België als klein land niet voldoende invloed heeft om grote bedrijven te doen bewegen. In dit amendement werd het hele dispositief overgenomen, maar werden wel een aantal kleine wijzigingen doorgevoerd.

In elk geval is de heer Van Rompuy van oordeel dat in punt 5 van het dispositief het woord « belang-

dispositif. Rien ne justifie de faire une différence entre les États. Les membres présents se déclarent d'accord avec cette observation.

M. Sannen et consorts déposent les amendements n°s 5 et 6 (doc. Sénat, n° 5-1475/2) visant à remplacer respectivement les points 2 et 3 du dispositif.

Les amendements tendent à remplacer et à modifier certains points afin de répondre à la question de savoir ce que la Belgique peut faire dans le contexte international. La résolution à l'examen n'a de sens que si la Belgique essaie d'arriver à une certification et à des accords dans un cadre international. La Belgique peut être un moteur dans ce contexte international. L'intervenant signale qu'au cours de la législature précédente, le Sénat comptait en son sein un groupe de travail chargé d'examiner l'utilisation durable des matières premières. Il serait donc bon de faire à présent des recommandations concrètes au gouvernement. Il faut bien se rendre compte que le gouvernement ne peut atteindre des résultats que s'il est en mesure de conclure des accords avec des organismes internationaux.

Monsieur Laaouej dépose l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-1475/2) qui ajoute un point 7 (nouveau). Cet amendement devrait pouvoir répondre aux inquiétudes qui avaient été prononcées au cours de la discussion générale, car il contient une demande aux institutions européennes de se saisir de cette problématique. Cette problématique est universelle et est partagée par nombre de pays, notamment ceux de l'Union européenne. Il est évident qu'une application unilatérale de la Belgique en la matière demeure difficile. Dès lors, le niveau européen semble le plus apte à pouvoir porter une réflexion ambitieuse sur cette problématique et initier un cadre juridique ou législatif en la matière. L'intervenant observe que les différents amendements déposés ont plus ou moins le même objet et il pense que les amendements de M. Sannen c.s. répondent aux différentes préoccupations énoncées. La dimension internationale est bien intégrée, même si la proposition de résolution s'en retrouve atténuée car le souhait de base était que la Belgique donne l'exemple dans cette matière. Cependant, l'intervenant souhaite s'inscrire dans un consensus et peut accepter ces amendements.

M. Sannen affirme que l'amendement n° 9 de M. Van Rompuy et ses amendements n°s 5 et 6 sont en légère contradiction. L'amendement n° 9 de M. Van Rompuy introduit une idée globale qui ne nécessite aucune spécification, tandis que les amendements n°s 5 et 6 de l'intervenant remplacent les points 2 et 3 du dispositif de manière à associer également les institutions internationales et européennes.

rijkste» moet worden geschrapt. Er is geen enkele reden waarom er een verschil tussen staten zou worden gemaakt. De aanwezige commissieleden verklaren zich akkoord met deze opmerking.

De heer Sannen c.s. dient amendementen nrs.5 en 6 in (stuk Senaat, nr. 5-1475/2) die ertoe strekken resp. de punten 2 en 3 van het dispositief te vervangen.

De amendementen strekken ertoe bepaalde punten te vervangen en te wijzigen om tegemoet te komen aan de vraag wat België kan doen binnen de internationale context. Deze resolutie heeft enkel zin indien België probeert om binnen een internationaal kader tot certificering en afspraken te komen. België kan een motor zijn om die internationale context in beweging te brengen. Spreker wijst op het feit dat in de vorige zittingsperiode de Senaat een werkgroep had over het duurzaam gebruik van grondstoffen. Het zou dan ook positief zijn om nu concrete aanbevelingen te doen naar de regering toe. Men moet wel beseffen dat de regering enkel resultaten kan bereiken wanneer ze afspraken kan maken in samenwerking met internationale organen.

De heer Laaouej dient amendement nr. 10 in (stuk Senaat, nr. 5-1475/2), dat een nieuw punt 7 toevoegt. Dit amendement zou tegemoet moeten komen aan de bezorgdheid die tijdens de algemene besprekking werd geuit, omdat het een verzoek aan de Europese instellingen inhoudt om zich over deze problematiek te buigen. Het gaat om een universele kwestie waar vele landen, onder meer in de Europese Unie, mee te maken hebben. Het is evident dat een unilaterale Belgische toepassing ter zake moeilijk is. Het Europees niveau lijkt het best geplaatst om deze kwestie op een ambitieuze manier aan te pakken en er een wetgevend kader voor te ontwikkelen. Spreker merkt op dat de verschillende ingediende amendementen ongeveer hetzelfde voorwerp hebben, en hij meent dat de amendementen van de heer Sannen c.s. aan de verschillende punten van bezorgdheid tegemoet komen. De internationale dimensie is sterk aanwezig, hoewel het voorstel van resolutie ietwat wordt afgezwakt omdat het oorspronkelijk de bedoeling was dat België hierin het voorhouw zou nemen. Spreker wenst echter mee te werken aan een consensus en aanvaardt dan ook deze amendementen.

De heer Sannen stelt dat amendement nr. 9 van de heer Van Rompuy en zijn amendementen nrs. 5 en 6 elkaar licht tegenspreken. Amendement nr. 9 van de heer Van Rompuy voert één overkoepelende gedachte in waardoor verdere specificaties niet nodig zijn, terwijl de amendementen nrs. 5 en 6 van spreker punt 2 en 3 van het dispositief vervangen en zo de internationale en Europese instellingen bij de zaak betrekken.

Monsieur Laaouej rappelle que dans le texte de la proposition de résolution, le point 2 contenait la notion « d'obligation » qui serait la responsabilité de la Belgique. L'amendement n° 5 de M. Sannen supprime cette obligation et la notion de « collaboration » avec les instances européennes et internationales est insérée. Le texte de base s'en retrouve un peu amoindri, mais si cela permet de faire un point d'équilibre, l'intervenant accepte ces amendements.

M. Van Rompuy précise que la différence entre les amendements n°s 5 et 6 de M. Sannen et son amendement n° 9 se limite au point 1 du dispositif. Il n'y a actuellement aucune référence aux institutions européennes et il souhaite remédier à cette carence.

Monsieur Laaouej explique que l'idée sous-jacente du point 1 est de permettre au gouvernement, s'il le souhaite, de mener une campagne de sensibilisation.

Ce point ayant été éclairci, M. Van Rompuy se dit prêt à soutenir les amendements de M. Sannen et consorts.

M. Sannen propose de préparer un amendement qui précisera davantage le point 1 du dispositif.

Monsieur Laaouej explique que si les amendements de M. Sannen c.s. peuvent constituer une base de travail, il est prêt à retirer son amendement n° 10.

Madame Zrihen et consorts introduisent l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 51475/2) qui, au point 1 du dispositif, insère les mots « par l'entremise d'une concertation avec les secteurs concernés » entre les mots « inviter » et « les ».

L'intervenante explique qu'il faut que les secteurs concernés par l'assainissement du commerce des minéraux et des métaux soient contactés, sensibilisés et qu'ils comprennent le sens de la démarche.

IV. VOTES

Considérants

Les amendements n°s 1 à 4 de M. Sannen et consorts sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

Consécutivement à l'adoption des amendements n°s 1 à 4, les amendements n°s 7 et 8 de M. Van Rompuy deviennent sans objet.

De heer Laaouej herinnert eraan dat punt 2 van het voorstel van resolutie een « verplichting » inhield waarvoor België verantwoordelijk zou zijn. Amendement nr. 5 van de heer Sannen vervangt deze verplichting door een « samenwerking » met de Europese en internationale instellingen. De oorspronkelijke tekst wordt hierdoor ietwat afgezwakt, maar als hierdoor een evenwicht kan worden bereikt, aanvaardt spreker deze amendementen.

De heer Van Rompuy verduidelijkt dat het verschil tussen amendementen nrs. 5 en 6 van de heer Sannen en zijn amendement nr. 9 te herleiden zijn tot punt 1 van het dispositief. Er is momenteel geen verwijzing naar de Europese instellingen en daarvoor wenst hij nog een oplossing te vinden.

De heer Laaouej legt uit dat de onderliggende gedachte van punt 1 erin bestaat de regering in staat te stellen een bewustmakingscampagne te voeren indien zij dat wenst.

De heer Van Rompuy is, dankzij de klarheid die werd geschapen over dit punt, bereid om de amendementen van de heer Sannen c.s. te steunen.

De heer Sannen stelt voor om een amendement voor te bereiden het punt 1 van het dispositief nog zou verduidelijken.

De heer Laaouej verklaart dat als de amendementen van de heer Sannen c.s. een werkbare basis kunnen vormen, hij bereid is om amendement nr. 10 in te trekken.

Mevrouw Zrihen c.s. dient amendement nr. 11 in (stuk Senaat, nr. 51475/2), dat in punt 1 van het dispositief tussen de woorden « de electronicasector » en de woorden « te vragen » de woorden «, via overleg met de betrokken sectoren, » wil invoegen.

Spreekster legt uit dat de sectoren die betrokken zijn bij de sanering van de handel in mineralen en materialen moeten worden gecontacteerd en bewust gemaakt van de problematiek, zodat zij de bedoeling van het initiatief begrijpen.

IV. STEMMINGEN

Considerans

De amendementen nrs. 1 tot 4 van de heer Sannen c.s. worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Ten gevolge van de aanneming van de amendementen nrs. 1 tot 4, vervallen de amendementen nrs. 7 en 8 van de heer Van Rompuy.

Dispositif

L'amendement n° 11 de Mme Zrihen et consorts est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Les amendements n°s 5 et 6 de M. Sannen et consorts sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

L'adoption des amendements n°s 11, 5 et 6 rend sans objet l'amendement n° 9 de M. Van Rompuy et l'amendement n° 10 de M. Laaouej.

L'ensemble de la proposition de résolution amendée est adoptée à l'unanimité des 9 membres présents.

Confiance a été faite à la rapporteuse pour la rédaction du présent rapport.

La rapporteuse,

Vanessa MATZ.

Le président,

Ludo SANNEN.

*
* *

**Texte adopté par la commission
(voir le doc. Sénat, n° 5-1475/4 — 2011/2012).**

Dispositief

Amendement nr. 11 van mevrouw Zrihen c.s. wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

De amendementen nrs. 5 en 6 van de heer Sannen c.s. worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Ten gevolge van de aanneming van de amendementen nrs. 11, 5 en 6, vervallen amendement nr. 9 van de heer Van Rompuy en amendement nr. 10 van de heer Laaouej.

Het geamendeerde voorstel van resolutie in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Vertrouwen werd geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

De rapporteur;

Vanessa MATZ.

De voorzitter;

Ludo SANNEN.

*
* *

**Tekst aangenomen door de commissie
(zie stuk. Senaat, nr. 5-1475/4 — 2011/2012).**